



Le 31 janvier 2009, au cours d'une réunion, la Direction Générale s'appuyait sur le management de **France Télécom** pour présenter la restructuration de l'organisme.

Comme on le sait, **la CGT-INRA se bat pour un EPST constitué d'agents permanents fonctionnaires, dans des équipes disposant d'échéances longues, en toute indépendance des lobbys extérieurs.**

- Elle revendique pour cela le renouvellement complet des effectifs de personnels statutaires partant à la retraite, en s'appuyant notamment sur la titularisation des précaires.
- La CGT-INRA revendique la redistribution des crédits de l'ANR et du crédit impôt recherche sous forme d'emplois pérennes et d'un soutien de base que nous évaluons à 20 000 euros annuels par chercheur.
- Elle revendique l'instauration de prérogatives réelles de décision pour les conseils d'unité, les conseils de département et le conseil scientifique national, avec un élargissement de la représentation des personnels.
- Elle se bat enfin pour que la diversité des approches scientifiques dans l'ensemble des disciplines soit garantie quelle que soit leur popularité du moment dans les sphères du pouvoir ou du marché.

C'est pourquoi la CGT-INRA appelle l'ensemble du personnel à refuser le nouveau coup que la direction générale veut porter contre ces orientations !

En effet, en menant au bout la restructuration prévue dans les orientations affichées par la Direction et qu'elle entend voir aboutir dès le 23 octobre 2009 (!) pour les soumettre au prochain contrat d'objectif aux ministères de tutelle, **on aurait des scientifiques réunis le temps d'un projet à quelques années, se servant (clients ?) de techniciens groupés sur des plates-formes extérieures, et ayant des contrats ponctuels avec des services d'appui – SDAR - étendant leur tutelle sur les agents travaillant actuellement dans les départements, les secrétaires aujourd'hui positionnées dans les unités, et les personnels des unités expérimentales !**

Les départements ne joueraient plus qu'un rôle annexe, restreints à la gestion de vagues programmes décidés au dessus d'eux (DG, ANR, commission de Bruxelles, grands groupes privés...), se trouvant dessaisis de la gestion des personnels de catégorie A au profit des SDAR, et les centres regroupés dans des méga-centres régionaux.

Politique-fiction ?

C'est ce qui est **d'ores et déjà** à l'oeuvre dans toutes les opérations dites de mutualisation, en réalité d'économies budgétaires, avec les fusions de centres (Sophia-Avignon, ...), fusion de SDAR (Nancy-Colmar-Dijon, Orléans-Tours, ...) ou fusions de services INRA-CIRAD (Guadeloupe, International).

Il y a d'ailleurs une profonde duplicité à prétendre avoir ouvert la discussion avec les personnels alors que ces transformations se mettent déjà en place avant toute discussion.

Ce processus a déjà été vécu par les personnels dans les entreprises publiques soumises à privatisation, à EDF, à GDF, à France Télécom... avec les conséquences humaines déplorables que l'on voit aujourd'hui associées au « management » fondé sur la recherche du profit.

Ceci s'appuie sur une politique d'individualisation forcenée dont le dernier avatar est la **prime « d'excellence » des chercheurs** et dont la version pour les ITA est d'ores et déjà prête dans les cartons des Ministres.

Nous vous invitons à prendre position dans vos unités et dans les différents conseils (service, centre, département) et à nous envoyer vos prises de position à cgt@inra.fr

AVEC LA CGT-INRA, CA « DE-MANADGE » !!!

J'adhère à la CGT-INRA

Nom : Prénom : Centre :
Unité : Tél :
E-mail :